

MONNAIES, FINANCES, DÉVELOPPEMENTS

**62^e CONGRÈS
DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE**

23-25 mai 2022
Université Saint-Joseph de Beyrouth
Faculté de sciences économiques
Beyrouth, Liban

Sous la direction de
Alain REDSLOB
Joseph GEMAYEL
Krzysztof MALAGA

USJ  
Université Saint-Joseph de Beyrouth
Faculté de sciences économiques




Éditions de l'USJ

Directeurs de la publication

Alain Redslob, Joseph Gemayel

Directeur scientifique

Krzysztof Malaga

Secrétaire de rédaction

Cynthia Menassa Maalouf, Université Saint-Joseph de Beyrouth

Contenu de l'ouvrage

Il va de soi que l'Université Saint-Joseph de Beyrouth n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions incluses dans ce livre. Ces dernières doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

© Copyright by Association Internationale des Economistes
de Langue Française, Paris 2023 AIELF,
Université Paris II Panthéon Assas, 12 Place du Panthéon,
Paris Cedex 05 France

ISBN 978-956-8664-26-8
e-ISBN 978-956-8664-27-5

Edition par Editions de l'USJ
Imprimé par

MONNAIES, FINANCES, DÉVELOPPEMENTS

62^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

Université Saint-Joseph de Beyrouth,
Faculté de sciences économiques, Beyrouth, Liban

Sous la direction de
Alain REDSLOB
Joseph GEMAYEL
Krzysztof MALAGA

SOMMAIRE

Remerciements <i>Joseph GEMAYEL</i>	9
Prologue <i>Alain REDSLOB</i>	11
Considerations générales sur l'essor des sociétés <i>Alain REDSLOB</i>	13
Transformations économiques dans les pays d'Europe Centrale et Orientale et du Sud-Est durant les années 1990 - 2014 <i>Bartłomiej Lach, Krzysztof Malaga</i>	27
Capital humain et développement économique <i>Bernard Landais</i>	49
Les investissements chinois en afrique : des investissements pluriels <i>Henri-Louis VEDIE</i>	79
L'évolution cyclique du PIB Libanais : une analyse en termes de processus de Markov <i>Jean-François Verne,</i>	95
Évolution du système bancaire chinois : sa voie dans un dispositif global de conquête économique et politique <i>Sébastien CHEVAIS</i>	107
Prévision et analyse des couches limites de la crise économique libanaise <i>Alain SAFA, Daniel MELHEM</i>	137
Le partage du monde en plates-formes technologiques incompatibles: configurations possibles <i>Viacheslav SHUPER</i>	159
La gouvernance locale au service du développement durable ; une exploration de la confiance envers les municipalités au Liban <i>Christelle Kassargy, Sarah Haykal Hariri, Jocelyne Adjizian Gérard</i>	169

Étude de la causalité entre les rentes de pétrole et la consommation d'énergie renouvelable, et test de l'importance des prix du pétrole et de la taxation des investissements dans les énergies Renouvelables <i>Mohammad MAKKI, Mira KHALILI, Jeanne Laure MAWAD</i>	187
L'Indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban <i>Siham Rizkallah</i>	211
Unification du taux de change et mécanismes d'ajustement : Réflexion théorique et enseignements tirés pour une application au Liban <i>Loubna ALSAGHIR, Chantal CHELALA</i>	237
L'approche structuraliste française du développement des années 1950-1960 face à l'approche de l'école d'économie politique des Ostroms : proximités et divergences <i>Clavé Francis</i>	257
La nouvelle économie institutionnelle de la blockchain : les apports et les limites <i>Wisseem AJILI BEN YOUSSEF</i>	283

LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE : DES INVESTISSEMENTS PLURIELS

Henri-Louis VEDIE

*Professeur émérite, HEC Paris
Senior Fellow, Policy Center for the New South
vedie@hec.fr*

Résumé : L'Afrique est plurielle, comme le sont les investissements chinois sur son continent. Cette étude montre que, contrairement à ce que l'on mettait en avant durant la décennie 2010, ces investissements ne se limitent pas à l'exploitation du sous-sol africain. Les opérateurs chinois, privilégiant le long terme, se montrent le plus souvent patients et discrets, ne ciblant pas les seuls investissements miniers. Concernant les secteurs principalement bénéficiaires de ces investissements, cette étude en recense une dizaine, le secteur des transports et celui de l'énergie mobilisant à eux seuls 60 % de l'enveloppe sur la période 2005-2013. Enfin, aujourd'hui l'Algérie et l'Éthiopie sont les deux pays principalement concernés par cette présence.

Mots clés : Afrique ; Investissement étranger ; Relations Chine-Afrique ; Ressources naturelles et minières

JEL classification : O55

CHINESE INVESTMENTS IN AFRICA: PLURAL INVESTMENTS

Abstract: Africa is plural, so are Chinese investments in Africa. Certainly, at the beginning and during the decade 2010-2020, Chinese investments covered by the media were essentially those dedicated to the exploitation of the African subsoil. This study shows it is not so sure. Chinese operators, giving priority to the long term, being patient and discreet do not limit themselves to the African subsoil. This study shows, also, that ten sectors of activity are mainly concerned by this Chinese presence. And two of them, energy sector and transport sector, are mobilizing 60 % of the global investment, between 2005 and 2013. Finally, today, Algeria and Ethiopia are currently being targeted by the Chinese.

Key words: Africa; Foreign investments; Africa-China relations; Natural resources and mining

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, les chinois s'intéressent à l'Afrique. Que cela soit au Maghreb ou en l'Afrique subsaharienne. Depuis le début du vingt et unième siècle, certains leur reprochent de privilégier les investissements miniers, allant jusqu'à parler de pillage des ressources naturelles. Ressources naturelles dont les chinois commencent à cruellement manquer, pour certaines d'entre elles. L'objet de cette communication est de faire un état statistique de cette présence en 2022. Ce qui nous a amené à mettre en évidence tout d'abord ce qui a été au début, pour partie, la priorité de l'empire du milieu : l'exploitation du sous-sol africain (1). Cela couvre globalement la période 2000-2015, période au cours de laquelle les autorités chinoises vont aussi montrer un intérêt croissant pour certains secteurs stratégiques (2). Enfin, nous analyserons deux stratégies très différentes qui se dégagent de cette présence, dans deux pays du continent : l'Algérie et l'Ethiopie. Deux pays très différents, qui bénéficient d'investissements et d'une présence chinoise d'un demi-siècle pour l'Algérie, beaucoup plus récente, depuis 2011, pour l'Ethiopie (3).

1. DES INVESTISSEMENTS PRIVILÉGIANT INITIALEMENT LES MÉTAUX DE BASE, LES MÉTAUX STRATÉGIQUES ET DES RESSOURCES MINÉRALES COMME LE PHOSPHATE.

A. Données générales de l'étude.

Comme souvent avec l'Afrique, les études globales sectorielles traduisent un certain décalage dans le temps pour leur publication. C'est le cas ici, avec des données disponibles qui s'arrêtent à janvier 2018.

• Des investissements miniers chinois présents dans 12 pays.

Douze pays, sur la période 2000-20017, ont été les principaux bénéficiaires de ces investissements. Le tableau 1 les regroupe, par ordre alphabétique, précisant pour chacun d'entre eux : leur population, leur localisation géographique, les minerais concernés et l'opérateur chinois associé à ces investissements.

Tableau 1. Les douze pays africains bénéficiaires d'investissements chinois.

Pays	Population	Localisation	Minerai	Opérateurs Chinois
Afrique du sud	60M	Afrique australe	Chrome	Sinosteel corp.
			Cuivre	Hebei Iron Steele
			Fluor	Jinchuan Group
Algérie	40M	Afrique du nord	Manganèse	Shaolin Mines

Congo RD	90M	Afrique centrale	Cobalt	China Minmetal Corp.
			Cuivre	China Minmetal Corp.
Gabon	2M	Afrique centrale	Manganèse	Citik HK
Ghana	30M	Afrique de l'ouest	Bauxite	Bonsai Minerals
Guinée	14M	Afrique de l'ouest	Fer	Chinalco
Libéria	4M	Afrique de l'ouest	Fer	China Union
Namibie	2,3M	Afrique australe	Uranium	China National Nuclear Corp.
Sierra Leone	8M	Afrique de l'ouest	Fer	Shandong Iron & Steel
Togo	8,3M	Afrique de l'ouest	Phosphate	Weng Fu Group
Zambie	18,3M	Afrique australe	Cuivre	CNMC et Jinchuan Group
Zimbabwe	15,9M	Afrique australe	Ferrochrome	Sinosteel Corp

Source: company websites and raw materials data. Magnus Ericsson, Stockholm janvier 2018.

• **Dix minerais concernés, 20 gisements identifiés.**

Le tableau 2 regroupe les minerais concernés par ces investissements, et leur localisation. Comme on peut le constater, certains pays ont pour un même minerai plusieurs gisements investis. Ce qui explique les « 20 gisements identifiés ».

Tableau 2. Dix minerais concernés et vingt gisements identifiés.

Minerais	Gisements concernés	Pays bénéficiaire	Localisation
Cuivre	6 répartis entre trois pays	Afrique du Sud	Palabora
		Congo RD	Kinsevere
		Zambie	Chambishi; Chibuluma; Baluba ; Muliashi

Fer	3 répartis entre trois pays	Guinée	Simandou
		Libéria	Bong
		Sierra Leone	Tonkolili
Ferrochrome	2 sur un seul pays	Zimbabwe	Mutorashanga ; Kwekwe
Manganèse	2 répartis entre deux pays	Algérie	Guétara
		Gabon	Bembélé
Uranium	2 sur un seul pays	Namibie	Langer ; Heinrich
Bauxite	1 gisement	Ghana	Awaso
Chrome	1 gisement	Afrique du Sud	Dilikong
Cobalt	1 gisement	Congo RD	Kinsevere
Fluor	1 gisement	Afrique du Sud	Vergenoeg
Phosphate	1 gisement	Togo	Kpémé

Source: Company websites materials, Data Magnus Ericsson 2018.

B. Analyse des données.

- **Une présence chinoise répartie sur l'ensemble du Continent, ne privilégiant pas les Etats les plus peuplés.**

Une présence qui couvre l'ensemble du territoire africain :

- En Afrique du nord avec l'Algérie.
- En Afrique australe avec l'Afrique du Sud, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe.
- En Afrique centrale avec le Congo RD et le Gabon.
- En Afrique de l'ouest avec le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et le Togo.

Un premier constat, les investisseurs chinois s'intéressent bien à tous les pays africains : ceux de l'Afrique subsaharienne, comme ceux du Maghreb, les plus pauvres comme les plus riches, le Libéria comme l'Afrique du Sud, les plus peuplés et ceux qui le sont beaucoup moins.

- **Des minerais - pas nécessairement des minerais de base.**

Le tableau 2 regroupe les dix minerais concernés et les 20 gisements associés à leur exploitation. Parmi ces minerais, quatre peuvent être considérés comme des minerais/métaux de base : le cuivre, le fer, le manganèse et la bauxite.

Le cuivre, utilisé à 98% sous la forme d'un corps simple ou d'alliages, mettant à profit des propriétés physiques propres : malléabilité et ductilité, bonne conductivité thermique et bonne résistance à la corrosion. Pas étonnant alors que ce métal, sans doute le plus ancien pour l'homme, ait aussi intéressé la Chine, investissant en Afrique du Sud, au Congo RD et en Zambie. Pays de moins de 20 M d'habitants, la Zambie dispose des réserves de cuivre parmi les plus importantes de l'Afrique subsaharienne. Ce qui explique l'exploitation de quatre gisements sur son territoire.

Le fer, ce sont des sels minéraux essentiels au bon fonctionnement de l'organisme, mais aussi un métal ferromagnétique parmi les plus courants de la vie quotidienne. Pas étonnant, là encore, que l'on retrouve des investissements chinois dans les mines de fer de Guinée (gisement de Simandou), au Libéria (gisement de Bong), et en Sierra Leone (gisement de Tonkolili).

Le manganèse, oligoélément entrant dans la composition de nombreuses enzymes indispensables au bon fonctionnement de l'organisme. Son activité anti oxydante lui permettant de protéger les cellules humaines contre le stress oxydatif, en fait un minerai particulièrement apprécié. La Chine, pays de 1,4 milliard d'habitants, ne l'ignorait pas, investissant dans deux pays : l'Algérie à Guétara et le Gabon à Bembelé.

La bauxite, principal composant de l'aluminium, est aussi un minerai de base. Sa légèreté, sa résistance à la corrosion, sa mise en forme plurielle et sa coloration durable en font un matériau incontournable, utilisé dans l'industrie et dans l'artisanat. Etant très présent dans le sous-sol ghanéen, la présence chinoise à Awaso est donc tout sauf une surprise.

Les six autres minerais ne sont pas des métaux de base, mais des métaux considérés comme stratégiques : le ferrochrome, le fluor, l'uranium, le chrome, le cobalt et le phosphate.

Le ferrochrome, un alliage naturel de fer et de chrome, est utilisé par la sidérurgie pour la production d'aciers inoxydables. Le Zimbabwe en détient les réserves africaines les plus importantes. Les investisseurs chinois vont logiquement participer à l'exploitation de ses deux gisements : à Mutorashanga et à Kwekwe.

Le fluor, oligo-élément, présent dans l'écorce terrestre, est aussi un élément essentiel. L'Afrique du Sud détient 18% des réserves mondiales connues en fluorine, ce qui explique une présence chinoise à Vergenoeg.

L'uranium, combustible de base dans la plupart des réacteurs nucléaires, est un minerai particulièrement stratégique de par son utilisation. La Namibie en détient les gisements les plus importants d'Afrique, avec des investissements chinois à Langer et à Heinrich.

Le chrome, extrait sous forme de minerai de chromite, est utilisé en décoration et, certains de ses composés, comme catalyseurs. Ce minerai est aussi présent en Afrique du Sud, ce qui implique des investissements chinois à Dilikong.

Le cobalt est un minerai stratégique type, composant essentiel des batteries, des smartphones, des tablettes et des voitures électriques. La RD du Congo en dispose en quantité sur le site de Kinsevere.

Le phosphate, minéral stratégique par la consommation exponentielle d'engrais, indispensables à la sécurité alimentaire mondiale. La Chine, grande consommatrice de phosphates, dont les réserves s'épuisent, avait donc un réel intérêt à investir dans le gisement togolais de Kpémé.

• **Des opérateurs chinois, souvent chevaux légers de grands groupes.**

Les premiers groupes chinois présents en Afrique sont des groupes publics. Les autorités politiques du pays vont les inciter, ces dernières années, à se rapprocher et à se diversifier. Se rapprocher pour restructurer leur passif et faire des économies d'échelle. Se diversifier pour élargir leur offre. On rappellera ici ce qui fait l'originalité de quatre d'entre eux, parmi les plus importants : l'Aluminium Corporation of China (CHINALCO), China Minmetals Corporation (CMC), China Non-ferrous Metal Mining Compagny. (CNMMC) et Wen Fu Group.

CHINALCO. Ce groupe coche toutes les cases de la feuille de route proposée par le pouvoir central. Celle tout d'abord de faciliter les rapprochements entre opérateurs, étant lui-même issu de ces rapprochements. Celle, ensuite, de se diversifier dans d'autres activités minières. C'est chose faite avec l'un des grands du secteur, RIO TINTO. Celle enfin de procéder par étape, ce qu'il va faire entre 2008 et 2016, contrôlant désormais à hauteur de 92,5% l'exploitation du très important gisement de fer de Simandou en Guinée.

CMC. A la différence de CHINALCO, ce groupe à l'origine est spécialisé dans le négoce, non dans l'extraction. A ce titre, il va être le principal relais avec les industriels présents sur le territoire. En 2015, il achète l'un de ses principaux clients : Metallurgical Corporation of China (MCC). MCC dispose de gisements miniers sur l'ensemble du territoire, dans des secteurs très variés : or, fer, molybdène, terres rares. En 2015, via Minmetal Group, sa filiale australienne cotée à la bourse de Sydney, il va s'intéresser avec succès à l'international. Ceci le conduit à racheter Anving Mining, société canadienne exploitant le gisement de cuivre de Kinsevere au Katanga (Congo RD). Durant la même période, il prend une prise de participation dans la mine de chrome sud-africaine de Dilikong.

CNMC. Au départ, CNMC est essentiellement intéressé par les gisements de zinc, à un degré moindre par les gisements de plomb, de fer et d'or. Employant alors déjà plus de 5000 salariés, on le retrouve en Australie, au Tadjikistan, au Kirghizistan, au Vietnam, en Iran et bien sûr en Afrique. Afrique où il va s'intéresser principalement au cuivre. En Zambie depuis 1998, il y prend le contrôle de l'exploitation des gisements de cuivre de Chambeshi, puis de Mulishi et de Baluba.

Weng Fu Group. Géant chinois du phosphate, sous contrôle de l'Etat, il en est l'incontestable numéro 1, exploitant les gisements, y produisant les engrais (DSA,

MAP, DAP) et de l'acide phosphorique. Profitant de sa présence à Maadan, en Arabie Saoudite, il se voit confier par le gouvernement togolais, l'exploitation du gisement de Kpémé, suite à la faillite de l'Office togolais des phosphates, en charge jusqu'alors de son exploitation.

Comme on peut le constater, les opérateurs chinois, investissant en Afrique, sont compétents et ont fait leurs preuves. Bien que très différents de par leur origine, ils ont tous en commun d'être patients, discrets et de répondre aux orientations du pouvoir central. Certes, ils n'ont pas la taille de leurs principaux concurrents/partenaires Anglo-saxons, Anglo-américains. Mais est-ce vraiment un handicap ? Leur histoire montre que la performance n'est pas nécessairement liée à la taille. Ce qui contredit l'image, véhiculée à tort, de chinois à la conquête forcée du sous-sol africain.

2. UNE ENVELOPPE FINANCIÈRE QUI VA BÉNÉFICIER À DIX-SEPT SECTEURS D'ACTIVITÉ.

Une fondation américaine, la Fondation Heritage, a publié sur la période 2005-2013 des données concernant les investissements réalisés par la Chine en Afrique. Tous cumulés, la fondation les estime à 108 milliards de dollars, répartis entre 40 pays. Dix d'entre eux se sont partagés 73% de cette somme, soit 78 milliards. Les 30 milliards de dollars restants sont donc à partager avec les trente autres pays. Soit une moyenne d'un million de dollars, sur 9 ans par pays. Ce qui est peu et nous conduit à privilégier les dix pays se partageant plus de 70% de l'enveloppe globale.

A. Dix pays africains privilégiés par ces investissements, entre 2005-2013.

Le tableau 3 les regroupe, précisant pour chacun d'entre eux leurs populations respectives et le montant des investissements dont ils ont bénéficié, en milliards de dollars et en pourcentage.

En comparant les dix pays de ce tableau avec les douze pays du tableau 1, on constate que seuls quatre d'entre eux sont présents sur les deux tableaux : l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Congo RD et la Sierra Leone. Les huit pays absents de ces deux tableaux - Gabon, Ghana, Guinée, Liberia, Namibie, Togo, Zambie et Zimbabwe - sont des pays de moins de 20 M d'habitants à l'exception du Ghana, 30 M d'habitants. Et parmi ces 8 pays, quatre sont peu peuplés, moins de 10 millions d'habitants : le Gabon, le Libéria, la Namibie et le Togo. A l'inverse, les 6 pays absents du tableau 1, que l'on retrouve dans le tableau 2, sont tous des pays dont la population dépasse les 15 M, atteignant 92 M pour la RD Congo, 110 M pour l'Éthiopie et 211 M pour le Nigéria.

Tableau 3. Dix pays qui se partagent 73% de l'enveloppe financière des investissements réalisés sur le continent africain.

PAYS	POPULATION Millions	INVESTISSEMENTS Milliards de \$	INVESTISSEMENTS en % des 108 Mds de \$
Nigéria	211	15,8	14,6%
Algérie	44	10,5	9,7%
Afrique du sud	60	8,6	7,9%
Ethiopie	110	7,8	7,2%
RD Congo	92	7,8	7,2%
Tchad	17	6,8	6,2%
Angola	33	6,5	6,0%
Niger	25	5,2	4,8%
Sierra Leone	8	4,7	4,3%
Cameroun	27	4,6	4,2%

Source : Fondation Heritage

Les données retenues couvrent une période assez longue, relativement récente. On sait combien il est difficile d'avoir des statistiques récentes en Afrique et communes à tous les Etats. Cette période est aussi celle d'un premier fonds souverain chinois, destiné à financer ses activités en Afrique, le China-Africa Development Fund. Fonds qui finance exclusivement les projets réalisés par des entreprises chinoises, impliquant des salariés chinois sur le continent africain.

Le tableau 3 est une photographie de la situation, dans les années 2015, de la présence chinoise en Afrique. Si le Nigéria est celui qui en bénéficie le plus, avec 15,6 milliards de dollars investis, le pays qui semble déjà être privilégié est l'Algérie. Pays, qui avec une population divisée par 6 par rapport à celle du Nigéria, bénéficie des 2/3 du montant des investissements qui lui sont versés. Le même raisonnement vaut pour l'Afrique du Sud. En revanche, il ne s'applique pas à la RD Congo, pays qui bénéficie, toutes choses égales par ailleurs, d'une dotation comparable à celle du Nigéria, en tenant compte de leurs populations respectives. Enfin, les Etats les moins peuplés n'ont pas été oubliés. Bien au contraire, ils ont bénéficié d'un investissement par habitant supérieur à celui du Nigéria.

B. Sept secteurs se partagent ces investissements.

Le tableau 4 regroupe ces 7 secteurs, par ordre d'importance : Transport, Energie, Mines, Immobilier, Finances, Technologie et Agriculture. Il précise, pour chaque pays bénéficiaire, le montant des investissements réalisés, leur répartition sectorielle ainsi que la part que ces secteurs représentent par rapport à l'investissement total.

La lecture que l'on peut en faire est la suivante. Pour le Nigéria par exemple, qui a bénéficié d'une enveloppe globale de 15,6 milliards de dollars sur la période 2005-2013, 97% de cette somme a été investi dans trois secteurs. A hauteur de 52 % pour l'énergie (8,1Mds), de 24 % pour le transport (3,7 Mds) et de 21% pour l'immobilier (3,2 Mds).

Tableau 4. Les sept secteurs bénéficiant de ces investissements

Pays	Répartition sectorielle	Investissement réalisé	Total investi
Nigéria	Energie : 52%	52% de 15,6= 8,1 Mds	97%
	Transport : 24%	24% de 15,6= 3,7 Mds	
	Immobilier : 21%	21% de 15,6 =3,2 Mds	
Algérie	Transport : 83%	83% de 10,5=8,7 Mds	95%
	Immobilier : 12%	12% de 10,5=1,2 Md	
Afrique du sud	Finance : 68%	68% de 8,6=5,8 Mds	100%
	Mines : 32%	32% de 8,6=2,8 Mds	
Ethiopie	Energie : 37%	37% de 7,8=2,8 Mds	97%
	Transport : 30%	30% de 7,8=2,3 Mds	
	Technologie : 30	30% de 7,8 =2,3 Mds	
Congo RD	Mines : 92%	92% de 7,8=7,2 Mds	100%
	Energie : 8%	8% de 7,8=0,6 Md	
Tchad	Transport : 97%	97% de 6,8=6,6 Mds	97%
Angola	Immobilier : 76%	76% de 6,5=4,9 Mds	91%
	Energie : 15%	15% de 6,5=0,9 Mds	
Niger	Energie : 100%	100% de 5,2 =5,2 Mds	100%
Sierra Leone	Transport : 62%	62% de 4,7=2,9 Mds	100%
	Mines : 38%	62% de 4,7=2,9 Mds	
Cameroun	Transport : 34%	34% de 4,5 =1,5 Md	84%
	Energie : 32%	32% de 4,5= 1,4 Md	
	Agriculture : 18%	18% de 4,5=0,8 Md	

Source : Fondation Heritage

La lecture de ce tableau permet de conclure sur deux points importants. Les secteurs concernés sont des secteurs stratégiques pour ces pays, regroupant 84% à 100% de leur activité. Le secteur minier est loin d'être le secteur dominant, présent seulement dans trois pays : l'Afrique du Sud, le Congo et la Sierra Leone.

C. Deux secteurs (Transport et Energie) mobilisent près de 60% des investissements chinois réalisés.

Le tableau 5, construit à partir des tableaux 3 et 4, précise la répartition sectorielle de ses investissements, précisant pour chacun d'entre eux leur montant en Mds de dollars, leur pondération en % et les pays concernés.

Tableau 5. Répartition sectorielle et pays des investissements réalisés.

SECTEUR	INVESTISSEMENTS		PAYS CONCERNES
Transport	25,7 Mds	34,4%	Algérie, Tchad, Nigéria, Sierra Leone, Ethiopie, Cameroun.
Energie	19Mds	25,4%	Nigéria, Niger, Ethiopie, Cameroun, Angola, Congo RD.
Mines	11,8 Mds	15,8%	Congo RD, Afrique du sud, Sierra Leone.
Immobilier	9,3 Mds	12,4%	Angola, Nigéria, Algérie.
Finance	5,8 Mds	7,7%	Afrique du sud.
Technologie	2,3 Mds	3,0%	Ethiopie.
Agriculture	0,8 Md	1,4%	Cameroun.
Total	74,4 Mds	100%	

Source : Tableau établi à partir des données des tableaux 3 et 4.

L'analyse de ce tableau confirme la place prépondérante faite à deux secteurs : le transport et l'énergie. Ces deux secteurs regroupent à eux seuls près de 60% de l'enveloppe financière globale. On retrouve six pays concernés par un de ces deux secteurs. Mais seulement trois pays - Nigéria, Ethiopie, Cameroun - sont individuellement concernés par ces deux secteurs.

Cette période, 2000-2013, est celle aussi où les investissements chinois vont régulièrement augmenter, commençant à se réduire de façon drastique (de 40 à 50%) à partir de 2014. Ce qui va conduire le président chinois, lors de la conférence de Johannesburg de 2016, à en tirer les conséquences pour les années à venir, en proposant une enveloppe de 60 Mds de dollars pour les relancer. Aussi, dans une dernière partie de l'étude, nous allons analyser plus dans le détail la présence chinoise en Afrique dans deux pays : l'Algérie et l'Ethiopie. L'Algérie, sans doute son plus ancien partenaire africain ; l'Ethiopie, dont les relations ne cessent de se développer depuis 2010.

3. LA PRÉSENCE CHINOISE EN ALGÉRIE ET EN ETHIOPIE : DEUX CAS D'ÉCOLE DIFFÉRENTS.

A. Algérie : une relation sino-algérienne qui remonte à 1954 - une présence aux multiples implications.

i. Rappel historique.

La présence chinoise en Algérie, plus généralement les relations entre les deux pays - économiques, politiques, commerciales, etc... - sont des relations anciennes, remontant à la guerre d'indépendance algérienne de 1954. De 1954 à 2022, la présence de la Chine va évoluer, marquée par ce que ces deux pays ont en commun, mais aussi par ce qui les différencie.

En commun : un lien indélébile encore très présent aujourd'hui et trouvant son origine dans le soutien de la Chine à la guerre d'indépendance, et le soutien de l'Algérie à la révolution chinoise. Par ailleurs, l'Algérie a parrainé la Chine lorsque cette dernière a rejoint l'ONU lui permettant de récupérer son siège de membre permanent, et le droit de veto qui l'accompagne. Enfin, les deux pays partagent leur appartenance à l'idéologie marxisme.

Ce qui les différencie : c'est leur évolution respective. La Chine a privilégié l'agriculture et la sécurité alimentaire, avant de développer sa puissance industrielle. A l'inverse, l'Algérie a développé en priorité l'industrie lourde, conjointement avec une économie de rente, et ce au mépris d'une sécurité alimentaire de moins en moins assurée, de plus en plus dépendante de l'extérieur. Enfin, si le modèle algérien a sur le plan idéologique peu évolué, tel n'est pas le cas du modèle chinois, devenu au cours du temps le chantre du libre-échange et de la mondialisation.

Mais au-delà de divergences et de convergences historiques, il y a aujourd'hui des données communes sur le plan statistique qui peuvent surprendre :

- l'espérance de vie à la naissance est de 75,8 en Chine, très proche de celle de l'Algérie estimée à 75 ans ;
- même constat concernant le revenu brut par habitant, à parité de pouvoir d'achat, 12 547 dollars en Chine, 13 054 en Algérie,
- un indice de Développement Humain, quasi identique, 0,736 en Algérie et 0,723 en Chine.

ii. Une présence aux multiples implications, souvent dans la non transparence.

Entre 2000 et 2020, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie progressent régulièrement à un rythme soutenu, plus soutenu que celui des échanges entre l'Algérie et ses partenaires traditionnels. Ainsi entre 2003 et 2015, les importations provenant de Chine connaissent une croissance moyenne de 28%, à comparer à celle, sur la même période des importations algériennes venant d'Europe (11%) et d'Amérique du nord (11%).

Au-delà des échanges commerciaux, la présence chinoise va aussi se concrétiser par la participation de ses entreprises publiques, investissant principalement dans le secteur de la construction et des infrastructures routières, les projets clés en main chinois étant particulièrement appréciés par les autorités algériennes. Mais cette présence chinoise en Algérie va également se distinguer de celle de ses partenariats africains, offrant et combinant trois supports : l'investissement, l'aide technique, un financement avantageux. Cette présence, nous allons l'évaluer à partir de trois critères : celui du nombre d'entreprises chinoises présentes sur le sol algérien, celui de la main d'œuvre chinoise présente en Algérie, celui des secteurs principalement concernés par les importations algériennes.

De cent à huit cent entreprises chinoises, selon les sources.

En avril 2015, à l'occasion d'une visite du Premier Ministre algérien à Pékin, la commission mixte économique sino-algérienne faisait état d'environ 790 entreprises chinoises en Afrique, essentiellement dans le bâtiment, les travaux publics et l'import-export. Au même moment, le Ministre chinois du commerce laissait penser qu'il aurait eu, au plus, 92 projets d'investissements en Algérie entre 1980 et 2015. Qui croire ? Sans doute ni l'un, ni l'autre, avec des statistiques algériennes visiblement surestimées et des statistiques chinoises visiblement sous estimées.

En prenant maintenant en compte le nombre de gérants de nationalité chinoise enregistrés au registre public du commerce algérien de 2015, on trouve 920 inscriptions/818 personnes morales et 102 personnes physiques. Selon les mêmes sources, le nombre de gérants de nationalité chinoise augmenterait passant de 750 en 2012 à 920 en 2015.

Que retenir de ces statistiques contradictoires ? Tout d'abord, elles convergent sur un point, le nombre d'entreprises chinoises progressent régulièrement. Ensuite, on pourrait convenir d'un chiffre médian autour de 450-500 entreprises bien présentes sur le sol algérien dans les années 2015.

Une main d'œuvre chinoise bien présente.

A partir de l'annuaire statistique du commerce et des relations commerciales de la Chine, on connaît le nombre de chinois présents en Algérie, ainsi que le pourcentage que représente cette population par rapport à la totalité de la population chinoise présente sur le continent africain. La période 2005-2014 est celle où les investissements chinois culminent en Afrique. En 2005, le nombre de chinois présents en Algérie est, selon cette source, de 22 554, soit 31,5% de la population chinoise présente sur le continent africain. En 2014, elle est de 71 542, soit 27,6 % de cette même population. En 2020, en dehors de statistiques officielles, on estime généralement cette présence chinoise à 80 000-100 000, au minimum.

Un double constat : celui d'une main d'œuvre chinoise en Algérie augmentant régulièrement et celui d'une présence de la main d'œuvre chinoise augmentant encore plus vite sur le continent. Ce qui confirme à la fois la montée en puissance de la Chine sur le continent et le leadership algérien.

Trois secteurs emblématiques de cette présence : l'habillement, les équipements de télécommunications et l'automobile.

Même si la Chine a acquis une place certaine dans les hydrocarbures algériens, cela n'a jamais remis en cause la prééminence des compagnies occidentales dans ce secteur, se contentant d'une participation à hauteur de 3 % des investissements réalisés, à comparer aux 70% des investissements de ces compagnies occidentales.

En revanche, l'originalité de la présence chinoise en Algérie se manifeste par des exportations massives dans le domaine de l'habillement, des équipements de télécommunication et des voitures.

Dans le domaine de l'habillement, depuis 2013, le marché s'est totalement inversé au profit de la Chine. En 2003, le marché algérien se partageait à hauteur de 93% entre pays développés 40%, Chine 30% et pays en développement 23%. Aujourd'hui, la Chine, c'est plus de 50% des importations algériennes du secteur. Et ce qui a considérablement augmenté ce sont les importations en valeur, multipliées par 8 pour la Chine et multipliées seulement par 2,3 pour les pays développés.

Dans le domaine des équipements de télécommunications, même constat, avec la perte d'un monopole, celui des pays développés, 81% des importations algériennes dans ce secteur, à comparer aux 9 % chinois de l'époque. Aujourd'hui, le géant chinois Huawei est le leader incontesté de ce marché, permettant aux importations chinoises de dépasser les 50%.

Dans le domaine automobile, depuis 2000, en Algérie, le marché de l'automobile est devenu un marché d'importation croissant. En 2006 (source CNUCED), la France était au premier rang des pays exportateurs avec 25,6% du marché, suivie du Japon (19,6%) et de la Corée du sud (12,6%). La Chine était alors à seulement 8,1%. La situation s'est totalement inversée en 2020. Désormais la Chine dépasse les 20% des importations algériennes, devant la Roumanie, légèrement au-dessus de 10% et l'Allemagne autour de 10%.

Quel que soit l'indicateur retenu, il confirme une présence constante et croissante de la Chine en Algérie. Même si les statistiques des deux pays prêtent souvent à critique et/ou à confusion, elles convergent. Contrairement à des idées reçues, elle ne cible pas les ressources naturelles et les hydrocarbures. Comme on peut le constater, la démarche est une démarche « Win Win ». Win pour la Chine qui consolide, avec l'Algérie, sa présence en Afrique, sécurisant ses sources d'approvisionnement en matières premières et énergétiques, et des débouchés pour ses exportations. Win pour l'Algérie, qui trouve avec le faible coût des produits chinois importés, une solution opportune pour répondre aux pressions sociales exprimées par la population.

B. L'Ethiopie : un cas d'école qui commence dès 2010.

• Historique de cette implantation.

Une enquête de Mc Kinsey de 2017 montre la présence de plus 10 000 entreprises chinoises sur le sol africain. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre elles sont des entreprises privées, dont un tiers concerne les industries manufacturières. Et parmi les pays concernés par cette activité manufacturière, l'Ethiopie est un cas

d'école entretenant depuis une trentaine d'années des relations commerciales avec la Chine.

Mais c'est à partir de 2011 que ses relations vont s'intensifier, et prendre une nouvelle dimension à l'occasion des universiades de Shenzhen. Ces universiades ont été marquées par la visite du Premier ministre éthiopien de l'époque, Meles Zenawi, de l'une des plus grandes entreprises manufacturières chinoises, Huajian Group, une entreprise OEM (Original Equipment Manufacturer), spécialisée dans la production de chaussures de grandes marques, européennes et américaines.

Au lendemain de ces universiades, le groupe manufacturier chinois va être reçu par Meles Zenawi, aboutissant à la conclusion d'un plan officiel d'investissement. Et dans les mois qui vont suivre, une première unité de fabrication de chaussures s'installe à Addis-Abeba, employant 600 personnes. Tout va ensuite s'accélérer.

• **Naissance d'un géant industriel éthiopien de la chaussure.**

En 2015, Huajian International Ethiopian regroupe sur 6 sites 4200 personnes, de nationalité éthiopienne, produisant des chaussures pour les plus grandes marques, à destination des Etats-Unis et de l'Europe. Ce qui fait de ce groupe le premier exportateur du pays et le premier fabricant de chaussures du continent. Ce qui va conduire les autorités chinoises à proposer un programme de pré embauche aux jeunes éthiopiens n'ayant ni expérience, ni qualification. Enfin, le Groupe va faire aussi parallèlement la chasse aux jeunes lauréats des universités du pays, leur proposant une formation au siège en Chine du sud.

Fort de cette réussite, dès 2015, le gouvernement éthiopien met à sa disposition un terrain de 138 hectares, sur lequel il va construire un parc industriel, véritable cluster industriel, investissant 2,2 Mds de dollars via le China-Africa Development Fund.

Désormais, ce sont non seulement tous les opérateurs de la chaîne qui s'y retrouvent - cuir, produits chimiques, accessoires, emballage, carton, etc. ... mais aussi d'autres opérateurs chinois du textile, de l'habillement et même de l'électronique. Aujourd'hui, le Groupe emploie plus de 50 000 personnes.

Un deuxième parc, le parc industriel de Jimma va être officiellement inauguré en décembre 2018, s'étendant sur 75 hectares. La firme chinoise China Communications Construction Company (CCCC) va y investir 61 Mds de dollars. Loué par « Huajian International Ethiopian », avec un contrat sur quinze ans, le parc de Jimma pourrait lui permettre de diversifier son activité, étant situé dans une région connue aussi pour sa production de café.

Comme l'ont montré les travaux de Jean Paul Larçon et Corinne Vadcar, le coût de la main d'œuvre éthiopienne est particulièrement attractif, y compris par rapport à celui de la main-d'œuvre chinoise. Or, dans l'industrie de la chaussure, ces coûts

représentent 30% du coût total. Deuxième pays d'Afrique le plus peuplé, l'Ethiopie dispose d'une main d'œuvre abondante et peu chère, un dixième du coût de celle de la Chine. De plus, le pays est riche en peau et cuir de qualité, ce qui lui permet de trouver sur place l'essentiel de la matière première dont il a besoin. Enfin, l'environnement politique et social du pays était stable, toutes choses égales par ailleurs, ce qui ne pouvait qu'être favorablement apprécié des autorités chinoises.

CONCLUSION

Comme le montre cette étude, la présence chinoise en Afrique est plurielle de par les pays ciblés, plurielle de par les interventions qui les concernent (à la demande des chinois mais aussi à la demande des africains comme le rappelle l'Ethiopie), plurielle encore en privilégiant les minerais de base, les minerais stratégiques et certains secteurs d'activité. Cette étude montre aussi que les opérateurs chinois sont loin de cibler majoritairement le riche sous-sol africain, 60% des investissements réalisés l'étant dans les transports et l'énergie.

RÉFÉRENCES

- Aglietta, M. & Bai, G. (2012). Chapitre 5. L'ouverture économique de la Chine au monde. Dans : M. Aglietta & G. Bai (Dir.), *La voie chinoise : Capitalisme et empire*, 181-220. Odile Jacob.
- Calabrese, L. & Tang, X. (2022). Economic transformation in Africa: what is the role of Chinese firms? *Journal of International Development*, 1. <https://doi-org.ezproxy.hec.fr/10.1002/jid.3664>
- Carrai, M. A. (2020). The China model and its reach in Africa: Toward a new partnership? *Brown Journal of World Affairs*, 27(1) 135-149.
- Cepheus Grow Capital Partner (2019). Ethiopia's industrial parks: a data pack on recent performance. *Research and Analysis*.
- Chen, W., Dollar, D., & Tang, H. (2018). Why Is China Investing in Africa? Evidence from the Firm Level. *World Bank Economic Review*, 32(3) 610-632. <https://doi-org.ezproxy.hec.fr/10.1093/wber/lhwo49>
- Larçon, J.-P. & Vadcar, C. (2021). Belt and Road in Ethiopia and China's African ambition. *China and the World: Ancient and Modern Silk Road*, June 4 (2) 250071-32.
- Tarrósy, I. (2020). China's Belt and Road initiative in Africa, debt risk and new dependency: the Case of Ethiopia. *African Studies Quarterly*, 19(3-4). 8-28.
- Védie, H.-L. (2017). Les investissements miniers chinois en Afrique. *Policy Center for the New South*, Policy Briefing B-17.